

Martine Petit
Candidate Europe Ecologie les Verts
1 ère circonscription du finistère
32 rue Pic de la Mirandole
29000 Quimper
06 29 18 37 46

Quimper, le 25 mai 2012,

Monsieur,

J'ai bien reçu le courrier adressé aux candidat(e)s aux élections législatives pour informer vos adhérents et sympathisants des positions de chacun(e) au sujet de la politique à mener pour la Palestine.

Je tiens d'abord à vous assurer de tout mon intérêt et de mon soutien pour les démarches citoyennes d'interpellation, d'information mais aussi de résistance et d'actions telles que vous les envisagez pour la reconnaissance, et au-delà la construction d'un Etat palestinien souverain.

Votre première question concerne les conditions de transparence et de respect du droit sur la coopération militaire et sécuritaire entre la France et Israël.

Nous ne pouvons poursuivre le double discours tenu jusqu'à présent : se positionner contre la politique de colonisation de la Cisjordanie, contre le blocus de Gaza, pour la paix dans la région et poursuivre l'aide économique et la vente d'armes à Israël. La politique de coopération menée jusqu'à présent a échoué sur ses finalités affichées.

Ainsi, j'agirai au sein du parlement pour que le gouvernement prenne toutes les mesures nécessaires vis-à-vis du gouvernement israélien pour mettre fin immédiatement et durablement au siège de Gaza, blocus inacceptable d'un point de vue humanitaire et contraire au droit humanitaire international, et en particulier à la 4ème Convention de Genève. J'agirai également pour renforcer le contrôle dans les ventes d'armes afin de les faire cesser, et pour rendre l'information plus transparente dans la coopération militaire. La création d'une organisation mondiale de réduction de l'armement sera proposée en accord avec les travailleurs du secteur et les institutions de la défense. J'impulserai la création d'une commission parlementaire chargée de réaliser un bilan de ces politiques par l'audition d'experts, de responsables politiques, associatifs et économiques. Les travaux de cette commission seront d'ailleurs étendus à d'autres régions du monde pour lesquelles nous avons des liens de coopération, car nous considérons que la politique extérieure de la France doit être davantage soumise au contrôle démocratique du Parlement tant en matière de coopération économique et financière qu'en matière de coopération militaire.

Sur la problématique de la traçabilité des produits des colonies israéliennes en France et dans le reste de l'union Européenne, la Cour européenne de justice a statué en 2010 que les produits en provenance des colonies israéliennes dans les territoires palestiniens occupés ne peuvent pas bénéficier du traitement préférentiel accordé aux produits israéliens en vertu de l'accord d'association Union européenne-Israël. Des mesures de contrôle aux frontières doivent cibler ces produits agricoles et industriels pour qu'ils cessent de bénéficier de l'exonération de droits de douane dans le cadre de l'accord du partenariat Union européenne-Israël : ces produits n'étant pas des productions du territoire israélien, ils ne sont pas concernés par l'accord.

De plus les produits issus de l'agriculture et de l'industrie des colonies israéliennes dans les territoires palestiniens occupés par l'armée israélienne, qui sont commercialisés en infraction à la 4ème convention de Genève doivent pouvoir être repérés par les consommateurs. Une dérogation à

la législation européenne de non obligation d'étiquetage concernant la provenance de ces produits en vertu du libre échange doit être obtenue par la commission des affaires européennes, auprès du parlement européen afin de spécifier la provenance (Israël, colonies palestiniennes, territoires palestiniens), disposition permettant au consommateur d'accéder à l'information qui lui est due. Par ailleurs, une résolution sera votée pour que la France rappelle à Israël qu'il contrevient à la 4ème convention de Genève.

Je m'engage également à voter une résolution demandant à la France de reconnaître de manière explicite et directe l'Etat de Palestine.

En effet, malgré la désinformation permanente sur ce conflit, en dépit des obstacles politiques et en particulier la poursuite de la colonisation et de l'occupation israélienne, en dépit des arrestations, des brimades, des exécutions sommaires, nous savons que la partie palestinienne est un partenaire crédible pour la paix, que ce soit à travers le refus du recours à des moyens non pacifiques de résistance, la création d'institutions étatiques solides ou sa volonté de reprendre les négociations sur la base des termes de références internationalement reconnus.

La reconnaissance de la souveraineté et de l'indépendance de la Palestine est une étape décisive susceptible de préserver la solution de deux Etats, d'ancrer durablement l'Etat palestinien dans le camp de la paix et de renforcer, à terme la stabilité de la région. Les Palestiniens attendent justice et réclame le droit à la reconnaissance de l'Etat de Palestine dans les frontières de 1967 avec Jérusalem Est comme capitale à côté de l'Etat d'Israël. Ainsi, il y aura au sein des Nations Unies deux Etats à part entière et à égalité : Israël et la Palestine, 194ème Etat Membre des Nations Unies.

Cette reconnaissance devra s'accompagner d'un plan d'aides massives et internationales pour que ce nouvel Etat puisse se développer dignement.

Espérant avoir répondu à vos interrogations, permettez-moi de compter à mon tour sur votre détermination, vos réflexions et votre engagement pour poursuivre à mes côtés, la mise en oeuvre de cette plate-forme. Veuillez agréer mes plus sincères salutations.

Martine Petit

L'agression israélienne barbare dont est victime la population de Gaza et qui a fait jusqu'à présent plus de 1 300 morts, des milliers de blessés et des dizaines de millions d'euros de dégâts, détruisant une infrastructure déjà délabrée par le blocus israélien, n'est pas déconnectée de la réalité mondiale. Même si le conflit israélo-palestinien a son histoire propre, son développement est instrumentalisé par les puissances dominantes de la planète pour servir leurs ambitions géostratégiques. Son traitement médiatique, dans lequel l'agressé est transformé en va-t-en-guerre, vient systématiquement justifier le déploiement de cette violence hystérique. La guerre d'agression recèle alors, pour la classe dominante, un double avantage. Elle légitime le projet d'anéantissement du droit à l'autodétermination du peuple palestinien, et détourne l'attention des populations des pays du Nord de la spoliation de leurs droits organisée par des gouvernements assujettis au capitalisme mondialisé.

Le fait que ce conflit ait suivi immédiatement la "promotion" cynique d'Israël au statut de quasi-membre de l'Union européenne permet de conforter les populations européennes dans l'idée qu'Israël est une position avancée de la « civilisation », cela aide à les convaincre de la présence bien réelle d'un pseudo-adversaire (le "terrorisme islamiste") qui est apparu à point nommé quelques années après la chute de l'Union soviétique et du « péril rouge ». Heureusement les peuples sont critiques et les mobilisations et protestations sont nombreuses.

Impérialisme et domination économique

Le maintien d'une zone de conflit en Palestine ainsi que dans divers pays du "Grand Moyen-Orient" permet de garder des possibilités d'intervention militaire directe dans des zones pétrolifères. L'impérialisme américain et son soutien européen exploitent les ressources et la main-d'œuvre à bas prix dans toute la région, profitant de leurs alliances avec des régimes autoritaires.

Les peuples du Moyen-Orient, de la Palestine à l'Afghanistan en passant par le Liban, sont victimes des luttes que les nations impérialistes ou avides de puissance se livrent entre elles : ainsi l'Iran n'est pas en reste, qui envoie de l'argent et des armes, et utilise les peuples à ses fins, même si ses effets sont moins violents que les effets des politiques états-uniennes.

Le Hamas lui-même, parti élu par le peuple palestinien et actuellement principale composante de la résistance des Palestiniens de Gaza à l'occupation militaire israélienne illégale, a vu son émergence facilitée par les services secrets israéliens et américains dans les années 1980, pour faire face à la montée de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et de ses différentes composantes nationalistes et de gauche, alors soutenues par l'URSS.

Il faut enfin mentionner le scandale de l'expérimentation des armes nouvelles qui commence à paraître au grand jour, et qui n'est pas sans rappeler la guerre de juillet 2006 contre le Liban (voir à ce sujet les textes d'Attac Liban sur lubnan.attac.org) : tout se passe comme si Gaza était un terrain d'expérimentation pour l'industrie militaire américaine, dont Israël se fait d'autant plus complaisamment l'instrument que sa propre industrie militaire est étroitement liée à celle des États-Unis (et probablement de certains pays européens).

Soutien

Nous, militants d'Attac, condamnons l'utilisation et la manipulation cyniques et cruelles des peuples du Proche-Orient à des fins de domination impérialiste et d'enrichissement des classes dominantes. Nous dénonçons la complicité des régimes arabes autoritaires avec l'agression sauvage contre le peuple palestinien.

Nous condamnons l'agression militaire israélienne à l'encontre de la population de Gaza, et condamnons l'attitude de l'État d'Israël qui n'a jamais respecté de véritable trêve envers la population palestinienne de Gaza, de Cisjordanie et de Jérusalem-Est et qui détient le triste record du nombre de résolutions de l'ONU jamais appliquées (plus de 90). Nous condamnons l'occupation

et la colonisation de la Palestine, et demandons le retour aux frontières d'avant 1967.

Nous saluons et assurons de notre soutien l'ensemble des forces progressistes qui se mobilisent contre l'occupation, contre la guerre et contre les politiques néolibérales inhumaines en Palestine, en Israël, au Proche-Orient et ailleurs.

Nous soutenons l'ensemble des mobilisations en soutien à la population palestinienne qui ont lieu en France et dans le monde actuellement, et appelons nos membres et sympathisant-e-s à y participer activement.